

Bonjour à toutes et à tous,

Je me présente, Lucas ROMAIN, je suis enseignant et syndicaliste FO à Auxerre et je représente aujourd'hui le comité des écoles et établissements mobilisés de l'Yonne.

Notre délégation est constituée d'enseignants et de parents d'élèves des premier et second degrés, venus ici pour porter les revendications, au nom des plus de 80 parents et enseignants, eux même représentants de leur école, leur établissement et de leurs organisations syndicales ou de parents.

Je tiens à saluer les délégations représentant les départements, les comités d'écoles et d'établissements, les collectifs, les organisations syndicales (FO, FSU et Sud), venus des quatre coins du pays. Nous vous remercions de votre présence :

Tout d'abord, celles de Côte d'Or et de Saône et Loire, avec lesquelles nous sommes venus et avons organisé notre montée en car !

Le comité des écoles du Tarn, le comité de Haute-Loire, le comité des écoles de Gironde et les Délégations de Région parisienne (dont des directeurs de Paris et les infirmières du 93) de Charente-maritime, de Haute-Garonne, du Maine et Loire, de Loire Atlantique, de Sarthe, de l'Eure, de l'Oise, d'Indre-et-Loir, des Landes...

Nous sommes réunis aujourd'hui devant le ministère pour une simple et bonne raison : nous refusons de devoir subir les conséquences désastreuses pour l'école publique, des décisions du gouvernement, un gouvernement guidé par la seule et unique logique comptable : celle de faire des économies sur le dos des élèves et des personnels de l'éducation.

Avec son budget passé en force à coup de 49-3, ce gouvernement est prêt à tout pour poursuivre, envers et contre tous, sa politique de destruction des services publics, de dégradation des conditions de travail, d'accueil et d'apprentissage, dans les écoles et les établissements et pour toute l'Education Nationale.

Et ce en tentant de nous faire croire que l'Ecole est préservée alors que nous subissons le pire budget, entraînant notamment la suppression de près de 500 postes dans le premier degré (qui se concrétisent en centaines voire milliers de fermetures de classes), et des baisses de dotations dans les collèges et les lycées, mais également de coupe franche dans les moyens à hauteur dizaines de millions d'euros pour l'école, touchée également par les baisses des budgets des collectivités territoriales.

Le fonctionnement de l'école publique est déjà totalement dégradé : il y manque de tout, notamment pour les élèves les plus en difficultés et cela est particulièrement sensible dans un département comme le nôtre, déjà sinistré en matière de services publics (en particulier pour la santé, les transports, l'enseignement supérieur, la culture...) et où l'école est souvent le dernier service public encore vivant, que ce soit dans les villages ou les quartiers... et le gouvernement et la ministre de l'Education Nationale viennent encore racler pour récupérer le peu qu'il nous reste.

C'est indécent, et c'est ainsi partout.

Dans nos établissements du premier et du 2d degré, l'accueil des élèves est de plus en plus compliqué, notamment du fait du démantèlement des réseaux d'aide aux élèves en difficulté (il manque dans notre département pas moins de 10 psychologues scolaires), de l'absence de moyens face aux violences croissantes, de la dégradation des moyens pour la médecine scolaire (notamment en personnels), du manque de place dans les structures spécialisées pour accueillir les élèves qui ont besoin de soins, de la précarité et la mutualisation des AESH, de la prise en charge au compte goutte des élèves en grande difficulté, des principes d'inclusion systématique à tout prix pour des raisons basement économiques, du bricolage généralisé et de l'abandon des enseignants face aux problèmes dont ils sont en plus montrés comme responsables... La situation est déjà explosive dans grand nombre d'écoles.

Et en lieu et place de réponses à ces manques criants et aux besoins réels, au lieu d'entendre les revendications légitimes des enseignants, des parents et des personnels, le ministère et son administration répondent systématiquement par la logique comptable et la volonté de faire passer les restrictions budgétaires comme inexorables : et au lieu de mettre les moyens supplémentaires pour tenter d'endiguer le désastre, ils ferment encore des classes, baissent les dotations et aggravent à nouveau : entraînant des classes à 27, 28, 29 en primaire, notamment en petite section ou en classes à triple niveau, augmentant les effectifs dans des écoles où des cas de violence sont déjà ingérables, empêchant de dédoubler les classes en REP sans compenser avec d'autres classes à 28, impliquant des sections à plus de 32 élèves en collège, l'annulation d'options ou de dédoublements, des suppressions dans les RASED déjà à l'os, des postes de remplaçants supprimés... cela ne tient plus !

C'est donc en toute logique que la mobilisation cette année contre les fermetures de classes a pris une dimension et une ampleur inédite avec rassemblements, blocages d'écoles parfois sur plusieurs journées de suites (des « blocages reconductibles jusqu'à satisfaction »... avec les tracteurs!), des opérations collèges morts, des grèves, des manifestations massives réunissant enseignants, parents, élus et agents municipaux, habitants... avec la ferme intention de faire céder l'inspection académique !

Ainsi, dans l'Yonne, près de 45 écoles et établissements se sont mobilisés quotidiennement, mettant la pression sur la Direction Académique, qui, reprenant la méthode 49-3, a refusé de recevoir les délégations d'écoles ou d'ouvrir même les grilles de la DSDEN pour laisser entrer les manifestants... et opposé un mépris toujours croissant. Mais également un signe de faiblesse et de panique incontestable face à la colère et à son incapacité de la contenir.

Car ce sont finalement de nombreuses écoles mobilisées, bloquées et occupées que le DASEN a été contraint de sauver, annonçant l'annulation de la fermeture, en dehors même du cadre prévu, seul moyen de calmer le jeu. Il a été débordé et a lâché face à la mobilisation, certains de ses soutiens (maires ou élus municipaux) ont même été contraints de retourner leur veste et de rejoindre les parents mobilisés, ou encore de démissionner (ce fut le cas à Auxerre) : ils ont craqué !

Et cela a démontré de façon claire ce dont nous ne doutions plus :  
ils ne comprennent que le rapport de force !

Toutefois 24 écoles du département sont restées sous le coup d'une fermeture de classe. Mais cela n'a pas atteint la détermination des enseignants et parents mobilisés. Des actions avaient déjà commencé à se coordonner entre différentes écoles, des quartiers, des villages. La mobilisation s'est poursuivie, s'est intensifiée et s'est organisée.

Et, fait nouveau, cette année dans la mobilisation contre la carte scolaire, un principe s'est imposé : si nous refusons qu'une classe ferme dans notre école, nous ne voulons pas pour autant qu'elle ferme dans l'école d'à côté ou dans l'école avec laquelle nous avons lutté : Nous refusons l'ensemble des fermetures de classes !

C'est ainsi que, sur ce principe, s'est créé le Comité des écoles mobilisées de l'Yonne qui s'est étendu également aux établissements du second degré mobilisés contre les baisses de dotation. Le véritable problème n'est pas de savoir quelle école doit fermer plutôt qu'une autre : c'est le manque de postes !

Et comme nous avons bien compris que le seul pouvoir du DASEN ne consiste qu'à déshabiller Pierre pour habiller Jacques, dans le cadre contraint des postes alloués, nous avons décidé de nous adresser et de diriger nos actions là où se trouvent les postes : au ministère ! D'aller opposer à la logique comptable de Mme Borne et de son gouvernement, la réalité du terrain, la vraie vie, elle qui selon ses propres termes « ne vit pas dans le même monde » !

Avec le soutien actif des organisations syndicales, nous avons donc lancé l'appel à monter aujourd'hui à Paris pour porter nos cahiers de revendications à la Ministre ainsi que celles de toutes les délégations qui ont répondu présent, et de toutes les organisations qui, comme nous, refusent le saccage du service public d'Education, le saccage de l'école publique.

Je salue notamment Force Ouvrière qui a organisé le rassemblement et demandé audience à la ministre. Nous pouvons l'en remercier.

Alors, cette audience, nous avons demandé qu'elle se tienne à l'occasion de notre rassemblement. Et cela avait été accepté.

Mais nous avons appris hier soir qu'elle serait bien accordée... lundi prochain (ce n'est pas possible aujourd'hui, c'est samedi – ils n'avaient pas remarqué avant...).

C'est pénible, c'est rageant (et c'est bien ce qu'ils recherchent). C'est même particulièrement odieux pour ceux qui sont venus de loin. Très clairement, cela relève d'une forme de mépris (dont nous commençons à avoir bien l'habitude) et également d'une volonté de nous mettre des bâtons dans les roues ou de nous décourager. Mais ça ne marchera pas ! Car cela révèle surtout que nous exerçons une pression importante, que nous bousculons, que nous perturbons leurs plans (comme en témoigne le DASEN de l'Yonne qui a tenu à rencontrer, avant aujourd'hui, notre comité pour tenter de calmer le jeu – il n'a pas réussi, bien au contraire, tout le monde est ressorti plus remonté que nous n'étions entrés !) et qu'ils craignent l'extension, la généralisation du mouvement qui s'organise.

Cela nous montre avant tout que, du point de vue de la méthode, nous visons juste !

Alors, pas de doute : il faut poursuivre !

D'autant plus que, si nous sommes là aujourd'hui pour arracher les postes, pour sauver les écoles menacées pour la carte scolaire 2025, l'enjeu va bien au-delà : à l'heure actuelle, vous le savez, le gouvernement annonce entrer de plain pied dans l'économie de guerre, et en ce sens, il a bien l'intention de museler toute contestation, d'associer les organisations, d'étouffer l'opposition, pour engager une union nationale autour de l'effort de guerre et de la défense nationale. Et cela ne fait aucun doute, l'argent pour la guerre sera pris sur les dépenses publiques et, en l'occurrence, sur tous nos acquis : sur la sécu, sur les retraites, sur les services publics et notamment sur celui de l'éducation.

Ils ont donc la ferme intention de nous faire les poches comme jamais et de continuer à piller l'école : d'autant qu'il n'y a pas besoin d'instruire nos enfants pour en faire de la chair à canon !

C'est donc un carnage, dans tous les sens du terme, qui se prépare. Nous nous devons d'y résister et de défendre notre école face à la guerre sociale menée par Macron qui s'annonce.

Notre mobilisation est une entorse au déroulé de leurs opérations et de leur volonté de mettre le couvercle sur la marmite : il est donc bien question de la poursuivre et de l'étendre le plus largement possible, avec les parents, les enseignants, les élus, les agents, les personnels et leurs organisations, pour rejeter cette politique de misère sociale et exiger des moyens pour l'école publique, pas pour la guerre !

En ce sens, nous appelons tous les comités présents à rester en contact, à se coordonner et à s'organiser pour envisager ensemble la suite de la mobilisation et des actions.

Pour cela je vous invite à donner vos coordonnées afin de commencer à constituer un comité de liaison de nos différents comités départementaux, collectifs, syndicats, organisations...

Comme vous l'avez compris, nous serons donc reçus ce lundi au ministère.

Pour rendre compte de l'audience, nous vous proposons, comme premier temps de ce comité de liaison des départements mobilisés, de nous réunir en visio mercredi prochain. Nous y échangerons sur les perspectives d'actions communes à venir, leur coordination et leur organisation.

Ne lâchons rien !

Merci à tous.